L'ABEILLE.

PAR BULLIET, MAGNE & Cie.
N. 31, Rue Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 6 AOUT 1842.

Pour Président des Etats-Unis.
HENRY CLAY.
Pour Vice-Président.
WINFIELD SCOTT.

Jours de publication de l'Abeille :
MARDI, JEUDI ET SAMEDI.

HENRY CLAY ET LA PENNSYLVANIE.—Chaque jour nous apportons de nouvelles preuves de la croissante popularité de notre candidat à la présidence; tous les Etats se prononcent à l'envi en faveur de ce grand citoyen, mais aucun peut-être ne le fait avec autant d'ardeur et d'enthousiasme que la Pennsylvanie; et cette manifestation est du plus heureux augure pour le succès de la cause whig en 1844. Que l'on songe en effet aux antécédents de la Pennsylvanie, de cet Etat où les whigs, malgré tous leurs efforts, n'ont obtenu qu'un triomphe fort relatif! Que l'on se rappelle l'empressement avec lequel ses fils ont accueilli les attaques dirigées contre M. CLAY ; avidement accueillies! Que l'on se rappelle toutes les entipathies que paraissaient y exciter le nom, les actes et les doctrines de cet homme d'Etat! Eh! bien, la Pennsylvanie aujourd'hui revient à de meilleurs sentiments; elle comprend que c'est vers HENRY CLAY que il devait se tourner les yeux de tous les citoyens jaloux de voir relever la dignité nationale et raviver la prospérité générale; elle se range donc avec enthousiasme sous sa bannière! Nous la répétons, c'est là un événement. L'importance de la Pennsylvanie, c'est un grand poids dans la balance; et si ce noble Etat se conduit en faveur d'HENRY CLAY aussi vaillamment que dans la lutte engagée en 1840, sous la drapeau de Harrison, il contribuera singulièrement à la victoire que tous les vrais amis de l'Union appellent de leurs vœux les plus sincères.

CONGRÈS.—La discussion du bill du Tarif continue au sénat fort lentement; on dirait que les sénateurs aussi bien que l'influence de la saison, ne leur l'intérêt qu'ils prodiguent aux débats. La chambre des représentants est loin d'être occupée du bill pour la réduction du salaire des membres du Congrès. Si déjà l'on n'avait assisté à des discussions du même genre, on pourrait, à la vivacité et au zèle que les représentants déploient dans celle-ci, croire que le sort du bill est assuré; mais le scrutin n'a pas encore prononcé, et dieu sait ce qu'il décidera. En attendant, le bill est confié à la garde d'un comité spécial.

LE TEXAS.—Nous n'avons pas eu de malle hier, nous n'avons donc rien de nouveau sur les conditions du traité; il est cependant assez curieux de mentionner quelques-unes des rumeurs qui circulent dans la presse à ce sujet. Le Sterling Herald de New York qui a toujours le flair lorsqu'il s'agit de cancans politiques, affirme dans sa feuille du 27 que, d'après les renseignements qu'il reçut de Washington, il y a de sérieuses probabilités pour que le Sénat n'approuve pas le traité. Ce journal prétend qu'une coalition décidée à le repousser, a été formée entre les ultras des deux partis et que cette coalition obtiendra une large majorité. Les sénateurs locofocos d'un côté, les sénateurs whigs de l'autre devaient avoir une assemblée pour prendre une décision sur la conduite qu'ils devaient tenir. "Le rejet du traité, ajoute le Herald, serait le signal du départ de Lord Ashburton qui s'embarquerait sur le Warspite. M. Fox demanderait immédiatement ses passeports et suivrait l'envoyé spécial. Nos relations avec l'Angleterre sont donc arrivées à une crise décisive, et la question de la paix et de la guerre va se résoudre. Le pays est-il préparé à cette dernière éventualité ?"

Enfin que le *Herald* aime cette inquiétude, le *Métropolitain*, organe de M. Tyler à Washington, et l'*Union*, son champion dévoué à New-York témoignent la plus ferme confiance dans la disposition du Sénat à ratifier le traité. Il n'y a, dit ce dernier journal, aucune crainte à concevoir sur le sort du traité de frontières. Les commissaires du Maine et du Massachusetts ont donné à ce traité leur approbation pleine et entière, et malgré la diversité d'opinion qui peut exister dans le Sénat, il est plus que probable que ce corps s'en contentera. Ce n'est pas ici une question de parti, ni un moyen de "tenir tête" au Président, tout doit donc se terminer à l'amiable avec l'Angleterre. On ne saurait avoir la moindre inquiétude sur le résultat, et nous donnons cette assurance à nos lecteurs *sur de bonne autorité*.

Le *Métropolitain*, tout en se prononçant dans le ménage, se plaint avec vivacité des conjectures que la presse en général a fait sur les conditions du traité et surtout du blâme qu'elle jette sur cet acte d'après de prétendus renseignements. Le Métropolitain a raison, il faut connaître avant de juger, sans doute nous ne tarderons pas à savoir le contenu du traité qui est maintenant sous les yeux du Sénat, et nous pourrons alors en apprécier la valeur.

Notre vie vient de faire une perte qui sera profondément sentie par toute la population : le respectable abbé Mouni est mort le 3 courant à Mobile; son corps doit être amené aujourd'hui parmi nous.

M. C. ELLIOT, consul général de la Grande Bretagne au Texas, est arrivé hier dans notre ville, venant de la Havane par le *Fourth*, steamer de la ligne des Indes Occidentales.

LES détails que nous publions aujourd'hui sur l'Orient, donnent un aperçu assez complet de la situation de cette partie du monde. La désorganisation s'y fait sentir sur tous les points, nul pouvoir ne saurait arrêter la décadence incessante et fatale de l'empire Turc que poussent vers sa ruine non seulement ses vices intérieurs, l'un mauvais gouvernement, mais encore les efforts intéressés des puissances étrangères.

ALABAMA.—L'Advertiser de Mobile donne les détails suivants sur ce comté, qui, à la fois représentant des whigs et un sénateur.

Le Herald de New-York annonce la mort du danseur de corde Herr Cline, il a, dit-on, été tué au Mexique par une troupe de brigands.

MONSIEUR.—Nous avons annoncé récemment que l'abomination de la désolation régnait parmi les "nouveaux saints"; voici quelque chose de plus grave : ils ont, à ce qu'il paraît, excité de graves mécontentements chez leurs voisins de l'Illinois et du Missouri, qui seraient tout disposés à se faire raison par les armes. "Nous ne serions pas surpris, dit un journal de Philadelphie, que la prochaine malle de l'Ouest nous apportât la nouvelle d'un combat sanglant. Joe Smith, le chef des Mormons, dispose de deux mille hommes armés qui sont, dit-on, décidés à mourir plutôt que de laisser pendre leur prophète."

MARYLAND.—Une taxe de trois mille piastres a été imposée aux courtiers et changeurs ; depuis lors tous les individus qui exerçaient ce métier à Baltimore ont fermé boutique.

Hier, on a eu un nouvel exemple de la manière dont M. Jefferson, l'entrepreneur du transport des malles, protége par bateaux à vapeur remplit les conditions de son contrat. Le bateau à vapeur Alabama arrivé des Etats portant des valises des postes riveraines du Mississipi entre Vicksburg et la Nle. Orléans, mais non la valise de la paroisse St. Jacques, ce qui fait qu'un grand nombre de parens sont sans nouvelles de leurs enfans au collége Jefferson et en souffrent de Sacré-Cœur. Nos sénateurs et représentans au Congrès devraient bien aller trouver le directeur-général des postes pour lui demander de faire mettre quelque régularité dans le service des postes dans la Louisiane. Que les hommes attachés au Bureau Général des Postes, ainsi que nos Représentans et Sénateurs au Congrès se donnent la peine de lire le *Courrier de la Louisiane* du 22 dernier que nous leur avons envoyé, et ils y trouveront le remède qui doit être appliqué au mal dont se plaint tout un peuple. (*Courrier.*)

Nous apprenons qu'une amélioration marquée a eu lieu aujourd'hui dans la valeur courante des billets de la plupart des banques en suspension. Dans quelques cas cette amélioration a été de 10 pour cent sur les prix des jours précédents. Nous ne savons s'il faut attribuer cet événement à l'arrivée prochaine d'espèces, ou à la demande de billets pour payer des dettes aux banques; mais nous ne devons pas moins féliciter le public en général, qui a tant souffert de la dépréciation du papier-monnaie. (*Idem.*)

EXTÉRIEUR.
ORIENT.

A peine remise en possession de la souveraineté de la Syrie, la Porte s'est hâtée d'abuser de ce pouvoir que l'intervention étrangère lui avait rendu, et son premier acte a été de violer les conventions traditionnelles qui assuraient aux populations du Liban, le droit d'être gouvernées par un prince indigène, et non par un pacha musulman. Les puissances européennes qui, en rétablissant dans la Syrie l'autorité du Sultan, avaient garanti solennellement aux populations chrétiennes la jouissance de leurs droits et de leurs privilèges, ont unanimement protesté contre l'installation d'un gouverneur turc dans le Liban. Le divan a jusqu'à présent ajourné la solution de ce différend, et a maintenu Omer-Pacha dans la montagne, malgré les représentations réitérées des représentans des cinq puissances. Depuis quelque temps un certaine tranquillité semblait s'être rétablie dans la Syrie; mais les bandes d'Albanais que la Porte a envoyées dans ce pays, malgré les protestations formelles des représentans européens, ont ressuscité l'agitation parmi les brigandages, et en dernier lieu les conférences diplomatiques à Constantinople, se sont successées presque journellement, et ont pris un caractère d'assez grande vivacité. Il paraît que dans une dernière réunion tenue chez M. le baron de Bourqueney, à Thérapia, il a été convenu que les ambassadeurs des cinq cours présenteraient au divan une note collective en des termes énergiques.

On lit à ce sujet dans une correspondance de Constantinople du 7 :

"La discussion a été vive dans la conférence qui a eu lieu hier soir chez le ministre des affaires étrangères ; c'est l'ambassadeur d'Angleterre qui le premier a pris la parole pour répondre à Schin-Effendi. Il a dit que les pouces présentées par les ministres ottomans, constituant la note remise par M. l'Internonce d'Autriche, n'étaient que la répétition de celles qui avaient été déjà remises à la Porte ; que ces pièces, arrachées par la force ou achetées, et que les consuls européens en Syrie avaient reçu de nombreuses protestations dans un sens contraire. Schin-Effendi demanda qu'on donnât connaissance à la Porte de ces protestations ; mais l'ambassadeur d'Angleterre lui répondit qu'on n'avait pas assez de confiance dans le gouvernement pour exposer les malheureux réclamans à la haine et à la vengeance de l'autorité. Le chargé d'affaires d'Autriche a pris la parole et a protesté au nom de son gouvernement, dans les mêmes termes contre la conduite des autorités turques en Syrie, mais même contre la marche de l'administration en Turquie. La conférence s'est terminée sans aucun résultat. Serim-Effendi ayant demandé aux ambassadeurs d'en référer à leurs gouvernemens.

"Les ambassadeurs des cinq grandes puissances, assemblés depuis le 30 mai au palais de France. Ils ont décidé que puisque rien ne pouvait être obtenu par les voies de la persuasion, ils présenteraient à la Porte une note collective où un langage plus énergique serait employé.

Une autre correspondance du 8 juin confirme le fait principal sur lequel s'appuient les réclamations des ambassadeurs Européens :

"Le 4 mai, les Maronites ont tenu de nombreuses assemblées dans le Mont Liban, à la suite desquelles le peuple a demandé aux schreicks, qui ont adressé une pétition au Sultan pour le prier d'exclure les émirs chrétiens du gouvernement et de les remplacer par des autorités turques, pourquoi ils avaient fait une démarche de ce genre auprès du prince. Les schreicks ont répondu qu'ils n'avaient signé cette pétition que contraints et forcés, ils ont joint cette déclaration à une adressée les Maronites aux ambassadeurs européens, qui arriva à Constantinople le 5 juin. Cette pétition qui a pour objet d'obtenir le rétablissement des émirs et de l'ancien ordre de choses, a été remise à sir Stratford Canning par une députation nombreuse de Maronites. Hier, l'ambassadeur britannique a eu, à ce sujet, une conférence assez longue avec ses collègues, lorsqu'il en sort, cette pétition a unifiée la pensée des ambassadeurs européens vis-à-vis de la Porte-Ottomane. Ils ont maintenant un point d'appui pour leurs prétentions, car il est évident, maintenant que les rapports des autorités ottomanes, en Syrie, manquent en tout ou en partie du moins, de vérité."

Si les représentans des grandes puissances réclament avec énergie, la Porte de son côté déploie une grande ténacité ou plutôt un grand entêtement.

"Les ministres ont décidé qu'ils feraient des démarches auprès de M. de Bourqueney pour le décider à cesser ses protestations contre la nomination d'Omer Pacha au commandement du Liban et qu'ils ordonneraient à Ali-Effendi, ambassadeur à Londres, de protester auprès du cabinet anglais contre le langage menaçant, tenu par sir Stratford Canning dans la conférence du 27 mai."

Pendant que l'on discute à Constantinople, la Syrie est en proie au désordre, à l'anarchie, et surtout aux violences des soldats Albanais qui ont mission d'y maintenir l'ordre. Ce sont là de singuliers gardiens de la tranquillité publique ! Les brigandages qu'ils commettent dans la ville de Beyrouth et dans les environs les ont rendus la terreur des populations. Le *Journal de Smyrne*, organe du gouvernement Turc, est obligé d'avouer que les excès de ces troupes indisciplinées soulèvent le peuple contre l'autorité du Sultan.

"La présence des troupes albanaises, dont l'esprit turbulent et indisciplinié est connu, semble naître à la faveur de l'insurrection de la Montagne, qui était déjà fort avancée. Il n'y a pas de doute que S. E. Izzet-Pacha et Omer-Pacha ne fussent promptement parvenus à atteindre le but désiré, avec les seuls moyens qu'ils avaient dès le principe à leur disposition; mais la conduite des Albanais a fait naître une certaine agitation parmi quelques parties de la Montagne, et l'on craint qu'il ne soit plus aisé de faire cesser pour cette raison aux Montagnards qui naguères étaient tous disposés à se soumettre à tout ce qu'on exigeait d'eux persuadés que c'était dans leur intérêt et pour le bien du pays. Ce n'est peut-être là, du reste, qu'une crainte mal fondée. Au surplus, nous ferons tout pour la dissiper en soumettant les Albanais à une discipline plus sévère.

"La tranquillité de la ville est incessamment compromise par les Albanais qui se livrent aux excès les plus répréhensibles contre tout le monde, sans en excepter les Européens; et si l'on ne se hâte de prendre des mesures énergiques pour mettre un frein à leur arrogante audace, il en pourra résulter de fâcheuses conséquences, que l'on déplorera trop tard.

Le *Courrier Français* fait, sur la déplorable situation des affaires d'Orient, les réflexions suivantes qui nous semblent éclairer fort bien les faits :

"La question d'Orient que M. Guizot se vantait d'avoir résolue, de concert avec les quatre puissances, par la convention du 13 juillet 1841, menace l'Europe de nouveaux embarras. Une crise terrible se prépare à Constantinople, crise qui peut décider de l'existence même de l'empire ottoman. La politique de réaction dont on espérait, il y a quelques mois, le terme prochain, se fortifie tous les jours, et les effets qu'elle produit sont de plus en plus alarmans. Le mécontentement est général dans l'empire. Les excès de toute nature commis par les agens de l'administration révoltent les populations au désespoir, et les moyens que l'on emploie pour comprimer cette effervescence et légitime ne font qu'ajouter à l'anarchie.

"Une insurrection générale peut, d'un moment à l'autre, embraser la Syrie, livrée au pillage et aux violences de la soldatesque albanaise par l'incapacité de ses gouverneurs. Dans le Diarbékir et à Mossul, une révolte déjà éclaté. La Bulgarie est en feu ; le sang a coulé à Aivali et à Calymnos, où les habitans ont voulu résister aux vexations insupportables des autorités. La Valachie commençait à prospérer; mais la Russie, craignant que la puissance slave, qui s'élève à côté de ses frontières, ne devînt plus tard un obstacle à ses projets, est parvenue à y exciter des troubles; puis, à la faveur de ces mouvemens tumultueux, elle a obtenu de la Porte l'envoi de Chekib-Effendi à Bucharest en qualité de commissaire extraordinaire. Chekib, qui a signé à Londres, au nom de la Porte, le traité du 13 juillet 1840, est entièrement dévoué au cabinet de Saint-Pétersbourg, et n'agira que d'après ses inspirations.

"L'état de la Syrie est la principale cause des différends qui s'agitent en ce moment entre la Porte et les puissances européennes. L'Angleterre, qui a garanti aux populations du Liban, en 1840, par l'intermédiaire de M. Wood, le maintien de leurs privilèges, protesta avec une grande vivacité contre la nomination d'un gouverneur ou commandant direct de la montagne et contre la présence des Albanais en Syrie. L'Internonce autrichien se joint à sir Stratford-Canning, et le chargé d'affaires français, M. de Bourqueney, se met, par ordre de M. Guizot, à la remorque de ses collègues. Mais la Russie, loin de s'associer à ces efforts, cède le divan à résister, et fait dire au sultan que les dignité est intéressée à ne pas permettre que son gouvernement cède aux injonctions de l'étranger.

"Les représentans de la France, de l'Angleterre et d'Autriche vont eux très mécontens du langage tenu par le chargé d'affaires de Russie, dans les conférences qui viennent d'avoir lieu au palais de France, et ils ont décidé qu'il fallait agir au près du Divan dans la coopération de M. de Titow. Le Sultan était disposé à suivre leurs conseils; mais ses ministres, gagnés par la Russie, ont fait échouer cette bonne résolution. Tout le monde comprend quel est le but de la Russie, quand elle fomente des troubles dans l'Empire Ottoman, et quand elle s'oppose à toute espèce de réforme; elle veut miner la puissance turque par l'anarchie, et amener l'Europe à un partage de ces riches territoires. Mais le but de ces menées échappe aux imbécilles et fanatiques conseillers du Sultan.

"Ainsi se vérifie le jugement que l'opposition en France avait porté du traité de juillet. L'incendie que l'exécution de ce traité a excité en Orient, personne aujourd'hui ne peut l'éteindre. L'incendie rendra la force à la vérité à l'empire ottoman, dont il n'a fait qu'en mettre les plaies à nu. La Turquie est en pleine dissolution, et deux oiseaux de proie se sont abattus sur ce cadavre : d'un côté, la Russie, qui tient une flotte et un corps d'armée toujours prêts pour la conquête de Constantinople; de l'autre, l'Angleterre, qui étend la main sur l'Egypte.

—Il est dans le gai-savoir des signaler à Beyrouth un épisode qui a causé en France une vive sensation ; un officier du brick la *Surprise* qui fait partie de la station de Beyrouth, a été grossièrement insulté par deux Albanais, auxquels que M. de Bourqueney a été inquiété de l'insulte, il a adressé au Divan de vives réclamations auxquelles on a promis de faire droit; mais le brave commandant de la station de Beyrouth, M. Février Despointes, capitaine de la *Créole*, n'avait pas attendu l'effet de la demande diplomatique ; il a obtenu justice sur le champ. Voici comment une correspondance raconte l'insulte et la réparation.

"Beyrouth, 6 juin.

"Un officier français de la *Surprise* était descendu à terre avec le commissaire du même brick. Deux Arnautes jouaient entre eux deux officiers en les heurtant violemment. Indigné d'une telle brutalité, l'officier leur reproche énergiquement leur grossièreté. Pour toute réponse, l'Arnaute le menace de son pistolet. L'officier appelle à son aide les personnes présentes, mais toutes s'éloignent. Il est perdu, lorsque deux matelots de la Légion, se jettent sur les Arnautes. Le second de ces misérables, voyant que l'officier cherche des yeux une pierre ou un bâton pour se défendre, saisit un de ses pistolets, et lui en assène un coup de crosse sur la tête. L'officier se précipite aussitôt sur l'Arnaute pour lui arracher son autre pistolet, mais l'Arnaute se recule, et armant son pistolet, le dirige sur le front de l'officier. En ce moment, d'autres Arnautes arrivent et les deux assaillans peuvent s'échapper. L'officier et le commissaire les suivent à travers la foule qui assiste à ce spectacle sans oser prendre leur défense. Un Grec leur indique un corps-de-garde turc, et pendant que le commissaire surveille les Arnautes, l'officier pénètre dans le corps-de-garde et parvient à ducider un caporal et un soldat à le suivre. Pendant ce temps, les Arnautes étaient parvenus à se mettre à une trentaine des leurs et stationnaient devant la porte du consulat. Sur la connaissance de l'officier ; celui-ci pénètre dans la boutique et demande du renfort. Un officier turc, nommé Sadi-Ali, se joint loyalement à lui. Les Arnautes refusent de se laisser conduire au corps-de-garde. En ce moment, trois nouveaux Arnautes voyant leur officier aux prises avec des Turcs, viennent lui porter secours. Au même instant, une rixe s'engage; l'officier saisit un des pistolets des Arnautes, et va lui brûler la cervelle, quand Seyd-Ali lui crie : "Ne tirez pas, vous allez faire massacrer vos matelots !" L'officier s'arrête aussitôt et replace le pistolet à la ceinture de l'Arnaute, qui prend la fuite avec ses camarades à l'aspect du drogman du consulat qui arrive avec du renfort. Le drogman conduit l'officier devant le artakier, qui promet une vague réparation, et, pour calmer le jeune homme, lui fait apporter une pipe et du café, que celui-ci refuse brusquement, en lui disant qu'il n'accepterai des politesses que lorsque justice aura été rendue.

Au moment où l'officier allait se retirer avec une simple promesse, M. Despointes, commandant la *Créole*, M. Farrand, commandant la *Surprise*, et le consul, M. Bourré, arrivent au palais du pacha. Déjà la ville était en émoi. Au moment où la lutte avait commencé, des Maronites et des Francs s'étaient élancés dans des embarcations et étaient allé prévenir les commandans des faits qui se passaient. Aussitôt ils se rendirent à terre, et montrent aussi quatre embarcations, armées en guerre, se précipitèrent au débarcadère. La fureur qui animait les marins, les armes meurtrières qu'ils portaient, tout enfin inspirait une grande frayeur à la population qui se pressait sur le port. Mais quand ils eurent appris que c'était aux Arnautes qui en voulaient, tous ces habitans auraient donné la main à la détacher.

Justice fut promise par le serakhier, elle devait être prompte et terrible; mais le lendemain à l'heure désignée, le pacha demanda un sursis et convoqua un conseil de guerre; malgré les instances et l'impatience des officiers français, ce conseil, après une assez longue séance, prononça contre les coupables une peine fort légère, dont l'application même fut ajournée. C'était là une mauvaise volonté évidente. Cependant la position du pacha était difficile: d'une part il était pressé rigoureusement par le commandant français, indigné de la mollesse apportée à rechercher les coupables, et d'autre part les 4,000 Arnautes étaient réunis, proférant des menaces contre le pacha et demandant à grands cris la liberté des deux prisonniers. Ils menaçaient d'attaquer la ville dans la soirée ; mais le pacha qui, sans doute, craignait plus encore les flammes françaises, fit si bien par ses menaces ou ses promesses que plus de 3,000 Arnautes furent embarqués pendant la nuit, et que le lendemain il n'en restait que 200 en ville.

"La question paraissait donc résolue, mais les Turcs se soucient fort peu d'être fidèles à leur parole; une corvette turque de guerre arriva, déjà une autre était mouillée sur rade. La mauvaise volonté reparut dans le conseil, l'exécution fut suspendue, la punition devenait illusoire. Le pacha avait pensé que le commandant Despointes, n'ayant sous ses ordres qu'une corvette et un aviso, n'oserait pas en venir à une extrémité, et qu'il se contenterait d'un simulacre de satisfaction ; il s'était trompé sur le caractère du commandant français. Celui-ci, voulant en finir, alla trouver directement le serakhier, et lui dit que le lendemain, à huit heures du matin, il viendrait chercher une réponse définitive et sans retour, et que de cette réponse dépendrait sa conduite.

"Le Turc, par nature et par système, est temporiseur; il fut heure le capitaine Despointes arrivé au palais; la réponse n'était pas donnée!

"Mais à huit heures aussi, il se passait sur rade un mouvement extraordinaire : la *Créole* s'avançait en silence vers la partie ouest du port, vis-à-vis du palais du serakhier; le brick la *Surprise* large ses voiles, déploie, et vient sur bâbord, passe entre deux corvettes turques; chacun pense qu'il va tout jeter à l'indirection ou la reconnaissance tirent un coin du voile qui couvre ses entrées pour les faire connaître; il est, tout à la fois, la consolation du malheureux et la providence du jeune.

Ce fut en 1816 que M. Louis Mouni quitta Florence, où il avait un emploi dans une famille distinguée, (fine princesse Corsini, épouse du comte Malvetini) pour suivre Mgr. Dubourg, qui venait d'être sacré à Rome Evêque de la Louisiane. Il était né à Lucques où il avait été élevé au sacerdoce.—Ordonné prêtre à l'âge de 24 ans, il est mort dans sa 65me. année après avoir été 25 ans au milieu de nous. Il succéda en 1829 au Rév. Père Antoine, comme curé de la paroisse de St. Louis.

Ses jours, quoique longs, ne furent marqués que par les fonctions de son ministère; toutes ses occupations se trouvaient renfermées dans le cercle de ses devoirs, et pour dire ce qu'il a fait, il nous suffit de savoir ce qu'il a du faire.

Nous ne mêlerons donc point les chants de Babylone aux hymnes saintes de Sion ; la flatterie ne le suivra point de ses éloges fades, qui vont s'éteindre au tombeau. Honorons comme nous le devons, les restes de l'homme vertueux avec calme et dans la paix qui convient à la douleur et à la prière.

Qu'il repose en paix !

CONSEIL DES MARGUILLIERS DE L'EGLISE ST. LOUIS DE LA NELLE ORLEANS

Extrait de la délibération du vendredi 5 août 1842.

Marmillion le M Grenis.

Il a été arrêté que le Conseil des Marguilliers de l'Eglise St. Louis, fera, par le présent, connaître à la Louisiane tout entière son heureux retour d'Europe, et qu'il célébrera un service funèbre pour le repos de l'âme de feu Mgr. Dubourg, ancien Evêque de la Louisiane, qui est mort à Rome le 12 juillet 1842, dans sa 65me. année, après avoir été 25 ans au milieu de nous.

Que ce service funèbre aura lieu le Mardi 9 août courant, à 10 heures du matin, dans l'église St. Louis, et que le Conseil invite à y assister tous les Prêtres du Diocèse, les Communautés religieuses, les Autorités civiles et militaires, et tous les fidèles de la Louisiane.

Que le Conseil invite également à assister à ce service funèbre, tous les Prêtres, Communautés religieuses, Autorités civiles et militaires, et tous les fidèles de la Louisiane, qui ont connu ou entendu parler de Mgr. Dubourg, pendant son séjour parmi nous